



SOCIÉTÉ

Le bilan mitigé de la cantine à 1 euro

Bénéficiant à 8 000 élèves de 150 communes rurales, ce dispositif gouvernemental fait débat auprès des maires ruraux. Ces derniers doivent en effet participer financièrement.

MARIE-ESTELLE PECH [@MariEstellePech](#)

ÉDUCATION Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et la secrétaire d'État, Christelle Dubos, ont choisi de communiquer dimanche sur les « bons résultats » de deux mesures de lutte contre la pauvreté lancées en avril dernier : les petits-déjeuners gratuits à l'école et la cantine à 1 euro.

Les petits-déjeuners à l'école ont pu être servis à 110 000 élèves de maternelle et de primaire. Cette mesure, qui cible les écoles des territoires défavorisés sera renforcée en 2020 pour permettre à 200 000 élèves de petit-déjeuner gratuitement, pour un budget de 12 millions d'euros, « doublé par rapport à 2019 », annonce le gouvernement.

Bénéficiant à 8 000 élèves de 150 communes rurales, la cantine à 1 euro, un dispositif doté de 5 millions d'euros, sera quant à elle élargie aux écoles maternelles dès cette année. L'objectif est que 40 000 élèves puissent en bénéficier. Des mesures d'équité puisque pour les enfants considérés comme pauvres - environ un sur cinq, selon l'Insee - le seul vrai repas équilibré de la journée est souvent celui pris à la cantine.

Loin de l'optimisme gouvernemental, ce bilan est en réalité en demi-teinte, voire « anecdotique », au regard du nombre de communes rurales avec école, selon l'Association des maires ruraux de France. Un discours d'autant plus critique que les communes doivent financer une partie du dispositif « cantine à 1 euro ». « L'idée est bonne. Nous ne la rejetons pas », explique Jean-Paul Carteret, maire de Lavoncourt (Haute-Saône), mais la mesure « n'est réservée qu'à un petit nombre de communes, les plus pauvres parmi les plus pauvres, celles dépen-

dant de la dotation de solidarité rurale. Et parmi elles, très peu - 150 sur 4 000 - ont franchi le pas pour proposer la cantine à 1 euro. » Principalement pour des raisons financières.

Les communes qui s'engagent reçoivent une aide de l'État de 2 euros par repas, sachant qu'un repas coûte en moyenne 4,50 euros mais qu'il peut monter jusqu'à 10 euros, selon les prestations. Un tarif qui comprend certes le coût du repas mais aussi celui du personnel qui le prépare, des locaux, du ménage, de la vaisselle, du personnel qui garde les enfants après la cantine, etc. Si la famille paye 1 euro, le différentiel restant

Les petits-déjeuners gratuits concernent encore peu d'enfants mais ne font pas débat car ils sont entièrement financés par l'Éducation nationale

doit être financé par la commune et les impôts locaux. « Cela peut fonctionner dans les territoires où la cantine est très peu chère, à 4 euros, mais ailleurs on ne peut tout simplement pas se permettre de telles dépenses supplémentaires. D'autant plus que nos dotations ne cessent de baisser », poursuit Jean-Paul Carteret. Autre frein, le dispositif oblige les communes à fixer un barème d'au moins trois tarifs différents, selon les revenus des parents. Une évolution vécue comme une tracasserie administrative. Maire du village de Fercé-sur-Sarthe (Sarthe), vice-président des maires ruraux de France, Domi-



nique Dhumeaux a mis en place la mesure mais « personne n'en a bénéficié. Les parents préfèrent faire manger les enfants à domicile. Visiblement l'information ne passe pas. »

Les petits-déjeuners gratuits concernent encore peu d'enfants mais ne font pas débat pour une raison simple : ils sont entièrement financés par l'Éducation nationale. Alors que 13 % des enfants scolarisés en réseau d'éducation prioritaire arrivent à l'école le ventre vide, ce sont les écoles situées dans les territoires prioritaires (REP, politique de la ville, certaines zones rurales) qui sont visées. Depuis début 2020, la mairie de Douai propose, une fois par semaine, le petit-déjeuner gratuit en classe pour les 1 260 écoliers de la ville. Dans l'académie de Nancy-Metz, ce sont 54 écoles en territoire prioritaire ou rural qui offrent le petit-déjeuner. ■